



SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

RAPPORT N° 451 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE 4 AOUT 2024

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 27 juillet au 3 août 2024 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au cours de cette période, au moins quatre (4) personnes ont été assassinées dans les provinces de Bujumbura, Cibitoke et Ruyigi et une (1) personne a été grièvement blessée à coups de machette en province de Ruyigi.

Le même rapport déplore les cas de deux (2) personnes qui ont été enlevées par des agents du Service National de Renseignement (SNR) en mairie de Bujumbura.

1. Atteintes au droit à la vie et au droit à l'intégrité physique

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi a révélé que dans la nuit de vendredi 26 juillet 2024, vers 23 heures, une femme connue sous le nom de Godelieve Ndikumagenge a été assassinée à coups de machettes par des individus non identifiés tandis que son mari, Pascal Kabura, a été grièvement blessé au cours de cette attaque qui a été perpétrée à leur domicile situé sur la colline de Kivumu de la commune de Butaganzwa, en province de Ruyigi (est du Burundi).

Selon des sources locales, les deux époux, âgés de 50 ans, étaient soupçonnés de sorcellerie.

SOS-Torture Burundi demande l'ouverture d'une enquête minutieuse et approfondie pour identifier les auteurs et les traduire devant la justice afin d'être punis conformément à la loi.

- Dans la matinée de mercredi 31 juillet 2024, le corps sans vie d'un commerçant de vaches connu sous le nom de Samuel Kabuye, âgé de 71 ans, a été décapité à

coups de machette par des individus non identifiés qui lui avaient tendu une embuscade sur la colline de Remera de la commune de Murwi, dans la province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des sources locales, Samuel Kabuye a été attaqué par ses bourreaux au moment où il se rendait dans la commune voisine de Bukinanyana située dans la même province de Cibitoke pour acheter des vaches et ils lui ont également volé son argent d'un montant de quatre millions de francs burundais.

Les mêmes sources ont précisé que Samuel Kabuye aurait été attaqué par des Imbonerakure avec la complicité d'autres commerçants de vaches qui connaissaient ses habitudes.

SOS-Torture Burundi demande l'ouverture d'une enquête minutieuse et impartiale pour identifier les auteurs et le mobile de ce crime abject afin d'être traduits en justice et punis conformément à la loi.

- Dans la matinée de vendredi 2 août 2024, vers 9 heures, deux corps sans vie d'hommes non identifiés ont été découverts près de l'aéroport de Bujumbura dans la zone de Rukaramu de la commune de Mutimbuzi, en province de Bujumbura (ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, les deux corps en état de décomposition ont été enterrés le même jour vers 14 heures sur l'ordre de l'administrateur communal de Mutimbuzi, Siméon Butoyi.

SOS-Torture Burundi déplore l'empressement avec lequel les autorités administratives prennent la décision d'enterrer à la hâte des corps sans vie de personnes non identifiées découverts dans la nature au lieu de privilégier la piste des enquêtes pour identifier les auteurs et les victimes.

2. Cas d'enlèvements ou de disparitions forcées

- Dans l'après-midi de mardi 30 juillet 2024, vers 14 heures, un jeune homme connu sous le nom de Désiré Manirampa, âgé de 26 ans, a été enlevé par des agents du SNR (Service National de Renseignement) sur la RN 5 au niveau du quartier de Kiyange de la zone de Buterere, en commune de Ntakangwa de la mairie de Bujumbura (ouest du Burundi) et a été conduit vers une destination inconnue.

Selon des témoins de son enlèvement, Désiré Manirampa, résidant sur la colline de Karurama de la commune de Rugombo, en province de Cibitoke, a été intercepté par des agents du SNR au moment où il se rendait en mairie de Bujumbura à bord du véhicule de type Proxy de son père (F5673A) pour acheter des matériaux de construction de sa maison située au quartier de Kigobe dans la même province de Cibitoke. Ces agents du SNR lui avaient tendu une embuscade à bord de leur véhicule double cabine aux vitres teintées dans lequel ils l'ont embarqué vers une destination inconnue, de même que le véhicule qu'il conduisait.

SOS-Torture Burundi dénonce la recrudescence des cas d'enlèvements opérés par des agents du SNR et demande aux autorités de ce service de révéler le sort de Désiré Manirampa qui risque une disparition forcée à l'instar de nombreux cas documentés dans des rapports des organisations de la société civile et de la Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi.

- Dans l'après-midi de jeudi 1^{er} août 2024, vers 12h45 min, un photographe professionnel connu sous le nom d'Edwin Dwima (voir sa photo ci-dessous) a été enlevé par la police et conduit sans ménagement vers une destination inconnue.



Selon des témoins, Edwin Dwima venait de prendre une photo du cortège présidentiel sur le boulevard de l'UPRONA¹.

SOS-Torture Burundi a appris que le photographe Edwin Dwima a été conduit au cachot du siège du SNR situé dans la zone de Rohero, près de la cathédrale Regina Mundi et qu'il a été finalement libéré tard dans la nuit, vers 22 heures.

Elle déplore la violation éhontée des règles du code de procédure pénale au Burundi, plus particulièrement par des services de la police et du SNR, étant donné que, dans le cas d'espèce, il n'existe aucune interdiction relative à la prise de photos dans le cadre d'un lieu public.

¹ Union pour le Progrès National.



SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.